

Suppressions d'emplois à la DGFIP : vous avez dit à l'os ?

On est à l'os, mais comme le corps humain en compte 206, on peut bien en donner encore un peu plus si on en croit le gouvernement...



Dans sa "revue des missions" transmise au gouvernement, le secrétariat général de Bercy estime que les ministères économiques et financiers, et notamment la DGFIP, ont atteint leurs limites en matière de réduction d'effectifs. Un levier "largement épuisé" selon l'administration, qui serait « à l'os », selon les termes mêmes de la presse spécialisée.

Plus de 30 000 emplois supprimés depuis 2010, tous les services et toutes les missions ont été touchés. C'est un véritable plan social que notre administration engage chaque année depuis déjà plus de 20 ans.

Qui plus est, la DGFIP, au prétexte qu'elle est l'administration des « cordons de la bourse » devrait donner l'exemple et a subi pendant plusieurs années entre 90 et 100 % des suppressions d'emplois de toute la fonction publique d'État !

En 2026, le gouvernement Bayrou souhaite économiser près de 44 milliards, dont il est fier d'annoncer que 75 % seront supportés par l'État !

Mais, entre les entreprises auxquelles il ne faut pas toucher, ou pas trop, car elles font vivre le pays et les plus riches auxquels il ne faut pas faire peur, car ils risqueraient de quitter la France (Qu'ils partent, s'ils ne veulent pas payer leur dû !), c'est donc aux plus pauvres que le gouvernement s'attaque en bloquant les retraites et les traitements des fonctionnaires, en s'attaquant encore une fois à l'assurance chômage, aux malades d'affections longue durée, etc.

75 % de l'effort fourni par l'État, c'est encore des services publics amoindris, donc c'est encore s'attaquer aux droits des plus faibles, exposés au danger sans y être préparés. A leur arrivée à la DGFIP aussi, des stagiaires peuvent être mis directement au travail sans même une information sur les règles de base de sécurité et de déontologie (positionnement des sorties de secours, que faire en cas de conflits avec usagers, etc).

**« Tout le monde devra participer à l'effort » (Bayrou le 15 juillet 2025),
mais certains plus que d'autres (Coluche s'il était encore en vie...) »**

Lors du Comité social d'administration de réseau du 7 juillet dernier, la Directrice générale nous précisait qu'elle avait entendu le cri d'alarme des organisations syndicales quant aux emplois et aux conditions de travail (dont nous considérons qu'elles ne sont pas totalement extérieures aux suicides d'agents de la DGFIP depuis le début de l'année) et qu'elle comptait bien faire remonter plusieurs de nos inquiétudes à ses ministres de tutelle.

Mme de Montchalin ne doit pas être attentive à la situation de la DGFIP et entendre les appels au secours des personnels, car les suppressions d'emplois vont continuer au même rythme : 550 en 2025, encore 550 en 2026 et probablement 700 en 2027 ! Sans parler du non remplacement d'un fonctionnaire sur 3 partant à la retraite (et évidemment plus dans certains ministères, puisque ça n'est qu'une moyenne...). Ben voyons !

Avec ce gouvernement, plus t'es riche, plus tu t'enrichis, mais plus t'es fonctionnaire, plus on te le fait payer et plus t'as besoin des services publics, moins on t'en donne, ça t'apprendra !

Les aides de l'État, c'est pour les copains, pas pour les vilains ! (211 milliards d'euros, selon un rapport sénatorial de début juillet ! Sans objectif évaluable ni contrepartie évidemment, sinon c'est pas drôle !)

**« Selon que vous serez puissant ou misérable,... »
Ce constat tiré d'une fable de La Fontaine date de 1678,
il serait temps que ça change, non ?**